

**Assemblée générale**

Soixante-troisième session

Documents officiels

91^e séance plénièreLundi le 29 juin 2009, à 10 heures
New York

Président : M. d'Escoto Brockmann (Nicaragua)

La séance est ouverte à 12 h 10.

Point 7 de l'ordre du jour (suite)**Organisation des travaux, adoption de l'ordre du jour et répartition des questions inscrites à l'ordre du jour**

Le Président (parle en espagnol) : Les membres se souviendront que l'Assemblée générale a achevé son examen du point 20 de l'ordre du jour à sa 43^e séance plénière, le 10 novembre 2008.

Pour que l'Assemblée générale puisse examiner cette question à la demande de plusieurs États Membres, il sera nécessaire de reprendre l'examen du point 20 de l'ordre du jour. Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite reprendre l'examen du point 20 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (parle en espagnol) : Puis-je également considérer que l'Assemblée générale décide de passer immédiatement à l'examen du point 20 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Point 20 de l'ordre du jour (suite)**La situation en Amérique centrale : progrès accomplis vers la constitution d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement**

Le Président (parle en anglais) : C'est avec un cœur lourd et une profonde indignation que j'ouvre la présente séance plénière pour nous pencher sur le coup d'État qui a interrompu le mandat démocratique et constitutionnel du Président José Manuel Zelaya Rosales, dans la République du Honduras, hier, le 28 juin.

En réponse à des demandes urgentes de nombreux États Membres, il est de ma responsabilité et de mon devoir de porter cette atteinte scandaleuse à la démocratie au Honduras à l'attention de l'Assemblée générale, afin que nous puissions envisager les moyens d'assurer le rétablissement pacifique du Gouvernement légitime du Président Zelaya dans les heures et les jours à venir.

En tant que Nicaraguayen, j'ai honte que ce coup d'État ait eu lieu en Amérique centrale au cours de ma présidence de l'Assemblée générale. Il s'agit là d'un retour à une autre époque que nous avons espéré être désormais un lointain cauchemar. L'Amérique latine et les Caraïbes détiennent le record honteux d'être la région avec le plus grand nombre de coups d'État

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



militaires dans le monde. C'est un record qui n'a pas sa place au XXI^e siècle.

Le premier soi-disant coup d'État anticommuniste a été perpétré contre le Gouvernement démocratiquement élu du Président Jacobo Árbenz Guzmán en 1954 au Guatemala voisin. Dans les années 70 et 80, pratiquement tous les pays du continent ont été humiliés, subjugués, violés et brutalisés par des régimes militaires qui ont usurpé le pouvoir pour promouvoir les intérêts des États-Unis d'Amérique et de ses hommes de main dans la région, qui ont toujours prétendu être motivés par la nécessité de défendre leur propre conception de la démocratie et de la liberté.

Ces années ont été sanglantes et oppressives, et les meilleurs parmi nos travailleurs et nos *campesinos*, des étudiants, des artistes et des politiciens ont été enlevés, emprisonnés et assassinés ou contraints à l'exil. Ces années sont des décennies perdues pour le développement de notre région, et c'est seulement au cours des dernières années que nous avons réussi à rétablir la démocratie dans toute la région. Mais nos sociétés sont marquées à jamais par les atrocités commises pour en faire un endroit propice aux compagnies cherchant à faire des bénéfices et à l'économie de marché débridée.

Dimanche matin – c'est-à-dire hier – à 4 heures du matin au Honduras, des hommes masqués portant des armes automatiques ont envahi la résidence du Président Zelaya et l'ont emmené en exil au Costa Rica. Il s'agit là du premier coup d'État perpétré dans la région depuis la fin de la guerre froide. Ce n'est toutefois pas la première tentative. Des forces réactionnaires, qui considéraient comme quantités négligeables le nombre croissant de nos déshérités, trouvent maintenant inquiétante la force remarquable des mouvements qui ont porté au pouvoir des gouvernements progressistes pour remédier aux conséquences désastreuses des politiques néolibérales pratiquées contre le peuple.

Souvenons-nous de l'échec du coup d'État contre le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela en 2002 et de la déstabilisation continue cherchant à perturber la première présidence d'un représentant du peuple autochtone de l'État plurinational de Bolivie. Nous devons nous assurer que cette infamie au Honduras débouche également sur un échec total.

La région a exprimé sa profonde indignation et a exigé le rétablissement immédiat du Gouvernement légitime. L'Organisation des États américains a fait une

bonne déclaration, tout à fait responsable, et le Groupe de Rio, la Voie bolivarienne pour les peuples d'Amérique latine et le Système d'intégration de l'Amérique centrale ont tous dénoncé l'action militaire au Honduras. Les dirigeants du monde ont également dénoncé cette action militaire.

Maintenant, il est opportun et essentiel que la communauté mondiale tout entière, le groupe de 192 membres de l'Assemblée générale, joigne sa voix à celle des autres pour montrer que le rejet de ce crime est universel. Il nous faut dénoncer, tous ensemble, les auteurs de ce crime pour qu'aucun régime appuyé par l'armée au Honduras ne soit en mesure de résister à la critique et au rejet du monde entier.

Aujourd'hui, l'historique Conférence des Nations Unies sur la crise financière et économique et son incidence sur le développement, qui a débuté le 24 juin, touche à sa fin. De nombreux États Membres ont exprimé leur préoccupation devant l'agitation sociale et l'instabilité politique causées par la catastrophe économique actuelle qui s'est abattue sur tous les pays du monde. Cela ne fait qu'exacerber les tensions créées par le coup d'État militaire criminel au Honduras qui, nous l'espérons, sera de très courte durée.

Sans aucun doute, l'appel en faveur d'un amendement constitutionnel visant à augmenter le nombre de mandats présidentiels n'est aucunement illégitime. Au cours des 15 dernières années, plusieurs pays d'Amérique latine, dont l'Argentine, le Brésil, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Venezuela, ont organisé des référendums sur de telles propositions, et une nouvelle législation a souvent été adoptée sans incident.

Les commanditaires de ce crime doivent être dénoncés et traduits en justice. Plus important encore, nous ne devons pas les laisser profiter de la crise économique ni les laisser agir comme si de rien n'était. Nous devons permettre aux peuples du monde de choisir eux-mêmes leurs gouvernements et écouter leur voix, qui demandent justice et participation dans leurs sociétés et leurs économies. Nous ne devons pas permettre que ces voix soient réduites au silence, car nous serons alors tous affaiblis et notre avenir en sera d'autant plus sombre.

Je déclare ma solidarité totale et inconditionnelle avec le Président José Manuel Zelaya Rosales, le seul chef d'État légitime, démocratiquement élu et constitutionnel de la République du Honduras. Vive le peuple du Honduras!

J'informe également les membres qu'en tant que Président de l'Assemblée générale, j'ai envoyé une lettre au Président José Manuel Zelaya Rosales, du Honduras, dans laquelle je l'invitais à prendre la parole devant l'Assemblée générale de l'ONU dès que possible pour nous informer des derniers événements qui ont eu lieu dans son pays.

M. Reina Idiáquez (Honduras) (*parle en espagnol*) : Je me présente ici à un moment tragique dans l'histoire du Honduras. Mais nous sommes certains que ce ne sera qu'un moment de transition dont ressortira grandi l'ordre démocratique de notre pays. Je représente également ici aujourd'hui le Président légitime de la République du Honduras, M. José Manuel Zelaya Rosales. Nous déplorons fortement la résurgence des coups d'État. Nous pensions que c'était là une page tournée de notre histoire, mais des forces qui s'opposent aux peuples et à la démocratie semblent vouloir y revenir.

C'est une déclaration que, comme tout autre représentant dans la salle, j'aurais préféré ne pas avoir à faire. Il n'est pas agréable d'avoir à condamner la violation d'un régime constitutionnel et démocratique, établi dans le plein respect du droit et du mandat suprême que le peuple du Honduras lui a confié pour gérer l'avenir du pays – un Gouvernement choisi de façon transparente lors d'élections complètement libres et observées par l'ensemble de la communauté internationale.

Je voudrais parler de démocratie : qu'est-ce que la démocratie? De quoi se nourrit-elle? À qui profite-t-elle? Pourquoi est-elle si nécessaire et vitale dans nos vies et la vie de nos peuples aujourd'hui? La démocratie signifie sans aucun doute la participation des citoyens à l'élection des dirigeants qui s'occuperont de leur avenir dans le plein respect du droit et des minorités ainsi que des majorités, sans discrimination d'aucune sorte. Cela signifie avant tout la participation de tous à un gouvernement qui sert les intérêts du peuple qui l'élit sur la base de l'égalité, grâce à un suffrage direct à bulletin secret. Cela ne peut que servir l'intérêt d'un peuple. Il ne serait pas exagéré d'affirmer que, sans la démocratie, la civilisation telle que nous la connaissons aujourd'hui n'existerait pas. L'absence de démocratie a donc de lourdes conséquences qui ont un impact sur le développement humain de la planète.

Aujourd'hui, mon pays a perdu son système démocratique de gouvernement. Un coup d'État a été

perpétré contre son Président légitime, José Manuel Zelaya Rosales, qui a été envoyé en pleine nuit dans un autre pays. Au moment où ses droits de l'homme étaient violés, certains de ses proches collaborateurs ont été arrêtés et l'on a pratiquement décrété un état de siège, séparant les soldats et leurs familles du reste de la population, et entravant l'exercice des droits de tous les Honduriens. L'idée de consulter le peuple dans le cadre d'un référendum non contraignant, qui devait avoir lieu un dimanche de juin, afin de déterminer si le peuple acceptait de modifier les élections générales prévues pour le mois de novembre et s'il fallait créer une assemblée nationale constituante pour déterminer si le peuple hondurien souhaitait ou non améliorer la structure de la Constitution, cette idée a suffi pour que les forces ultraconservatrices décident de porter atteinte à l'ordre constitutionnel au Honduras.

L'organisation de ce référendum visant à demander l'avis du peuple hondurien ne viole en rien ni la Constitution ni la loi. Ceci relève pleinement des pouvoirs du Président et est conforme à la Constitution du Honduras, que nous nous sommes tous engagés à respecter et qui donne au Président le pouvoir d'organiser des plébiscites, des référendums ou toute autre activité qui cherche à déterminer la volonté du peuple. Le Président cherchait à renforcer la démocratie hondurienne, démocratie que le peuple hondurien avait tant appelée de ses vœux, qui nous a tant coûté et dont nous avons si désespérément besoin.

Au début de l'année 2009, le Président José Manuel Zelaya Rosales a envoyé une lettre de félicitations au Président élu des États-Unis, M. Barack Obama, dans laquelle il indiquait que sa victoire historique confirmait les valeurs sacrées de la tolérance démocratique comme meilleur instrument de lutte contre l'exclusion et la discrimination sociale dans une société libre et respectueuse des droits civils. Le Président indiquait également dans cette lettre que nous sommes tous en proie à une grave crise mondiale qui touche des aspects divers et variés, tels que la vie économique et sociale, la démocratie politique, les changements climatiques, l'insécurité et le terrorisme, etc. Sa théorie, à l'époque et encore aujourd'hui, est qu'il est urgent de consacrer nos efforts à l'élaboration d'une nouvelle architecture démocratique mondiale dans l'intérêt de la très grande majorité des déshérités.

Nous gardons espoir qu'aujourd'hui, l'Assemblée générale – tout comme l'Union européenne, le Groupe de Rio, la Voie bolivarienne pour les peuples d'Amérique latine, le Système d'intégration de

l'Amérique centrale et les peuples et gouvernements frères de l'Argentine, du Brésil, du Chili, du Costa Rica, de la République dominicaine, de l'Équateur, de l'Espagne, du Mexique, des États-Unis d'Amérique et l'Uruguay l'ont fait – condamnera fermement le coup d'État au Honduras et lancera un appel pour que le Président de la République soit rétabli dans ses fonctions légitimes, pour que les droits de l'homme de tous soient respectés, et pour qu'aucun autre gouvernement constitué à la suite de ce coup d'État ne soit reconnu.

Nous tenons à remercier très sincèrement les peuples frères d'Amérique latine pour leur soutien inconditionnel. Nous tenons à remercier tout particulièrement le Costa Rica pour son hospitalité en accueillant le Président Zelaya dans ces moments difficiles. Nous sommes également particulièrement reconnaissants au Gouvernement nicaraguayen, qui, avec le Costa Rica, a invité le Président à participer à la réunion des présidents qui se tient actuellement à Managua (Nicaragua). C'est maintenant au tour de l'Assemblée générale, qui a toujours défendu la démocratie et l'égalité entre les nations, de se prononcer. Il s'agit également là d'une occasion historique de montrer qu'elle est capable de défendre les objectifs et les principes pour lesquels elle a été créée.

Nous remercions également le Président de l'Assemblée générale et le Secrétaire général qui ont lancé clairement et précisément trois appels fondamentaux. Premièrement, il faut sauver la vie du Président, protéger sa famille et respecter les droits de tous les Honduriens. Deuxièmement, exiger que le Président de la République soit pleinement rétabli dans les fonctions auxquelles il a été élu. Troisièmement, n'accepter sous aucun prétexte tout gouvernement illégitime ayant pris la place du Président de la République. À cette fin, le Honduras sera éternellement reconnaissant à tous les peuples du monde.

Que Dieu bénisse l'ONU, le monde et le Honduras en ce moment historique.

M. Valero Briceño (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : J'ai l'honneur de prendre aujourd'hui la parole au nom des États membres de la Voie bolivarienne pour les peuples d'Amérique latine (ALBA), nouvelle organisation de solidarité et de transformation, dont les membres sont l'État plurinational de Bolivie, Antigua-et-Barbuda, Cuba, la Dominique, l'Équateur, le Honduras, le

Nicaragua, Saint-Vincent-et-les Grenadines et la République bolivarienne du Venezuela.

Le texte du communiqué dont je vais donner lecture a été approuvé hier par les représentants permanents des pays membres de l'ALBA à l'ONU, en consultation avec leurs plus hautes autorités nationales. Il reflète donc les vues des chefs d'État sur la question que nous examinons ici aujourd'hui. Le communiqué est le suivant :

« Nous, États membres de l'Alliance bolivarienne pour les peuples d'Amérique représentés auprès de l'Organisation des Nations Unies rejetons et condamnons le coup d'État perpétré contre José Manuel Zelaya, Président constitutionnel de la République du Honduras, par l'armée hondurienne, en connivence avec l'oligarchie et les forces réactionnaires du Honduras.

Nous exigeons le retour immédiat à l'état de droit dans la République du Honduras et le rétablissement dans ses fonctions de José Manuel Zelaya, son Président constitutionnel légitime.

Nous déclarons que nos gouvernements ne reconnaissent ni ne reconnaîtront aucun gouvernement qui ne soit celui, démocratiquement élu, du Président José Manuel Zelaya.

Nous demandons instamment à la communauté internationale de ne reconnaître aucun gouvernement autre que celui, légitime, du Président José Manuel Zelaya.

Nous exhortons l'armée hondurienne à se replier immédiatement dans ses quartiers pour éviter que ne se produisent des faits qui risqueraient de provoquer une effusion de sang.

Nous lançons un appel aux éléments de l'armée respectueux de la démocratie pour qu'ils soutiennent le Président José Manuel Zelaya et son peuple.

Nous exigeons la libération immédiate et le respect de la vie et de la dignité de M^{me} Patricia Rodas, Ministre des affaires étrangères, détenue par l'armée hondurienne, ainsi que d'autres personnalités honduriennes.

Nous condamnons l'agression commise par l'armée hondurienne, en violation du droit international, contre les Ambassadeurs de Cuba, du Nicaragua et du Venezuela et leur détention.

Nous exigeons également le respect sans conditions de la vie et de la dignité des membres de la famille du Président Zelaya et de tous les membres du Gouvernement hondurien.

Nous demandons à S. E. M. Miguel d'Escoto Brockmann, Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, de convoquer immédiatement la reprise de la soixante-troisième session de l'Assemblée afin d'examiner cette atteinte à l'ordre constitutionnel commise en République du Honduras.

Nous exprimons notre solidarité avec les manifestations citoyennes et démocratiques du peuple frère du Honduras, qui, par ce biais, exige le rétablissement dans ses fonctions du Président José Manuel Zelaya et lutte pour la sauvegarde des institutions démocratiques ébranlées.

Nous déclarons notre solidarité inconditionnelle avec le Président José Manuel Zelaya. »

Ce communiqué a été signé à New York par tous les représentants permanents des pays susmentionnés hier après-midi, le 28 juin 2009.

Si le Président de l'Assemblée générale me le permet, je tiens à présent à faire quelques observations au nom du Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela pour exprimer de la manière la plus ferme et catégorique notre soutien au Gouvernement du Président Zelaya, exiger la démission du gouvernement des putschistes, demander que le gouvernement imposé par la force ne soit pas reconnu et demander le rétablissement immédiat du Président Zelaya dans les fonctions auxquelles il a été élu au suffrage populaire.

Au nom de la République bolivarienne du Venezuela, nous tenons encore une fois à remercier le Président de l'Assemblée générale d'avoir convoqué la présente séance et de s'être fait l'écho des clameurs mondiales. Nous le félicitons également pour sa position ferme et courageuse en défense de la démocratie, du droit des peuples à élire leur propre gouvernement et, en général, pour son appui ferme au processus de changement que connaît notre continent. Ce processus de changement est en marche au Honduras, et c'est pour cette raison que la cause du Honduras amène aujourd'hui l'Assemblée générale à se réunir.

L'époque de la gouvernance du peuple prend forme sur le continent américain. Un monde nouveau

se profile qui va briser le carcan de la démocratie des élites, la vieille démocratie des dirigeants financiers, économiques et politiques corrompus, qui oppressent le peuple afin de mieux servir les intérêts transnationaux, autrement dit les dictatures néolibérales qui nient les droits de l'homme. De part et d'autre, des formes nouvelles et pluralistes de démocraties participatives jouent un rôle central dans ce processus, et les membres savent que le coup d'État au Honduras n'arrêtera pas cette dynamique. C'est pourquoi, il est nécessaire que les pays du monde appuient le rétablissement de la démocratie et contribuent à faire échouer cette nouvelle tentative de renverser le cours de l'histoire.

Durant les années 60, 70 et 80, les tortures infligées à la population, les dizaines de milliers d'enlèvements, d'assassinats et d'actes de terrorisme d'État visant à renverser ou assassiner des présidents tels que Salvador Allende et Juan José Torres, ont foulé aux pieds l'espoir mais ne l'ont pas anéanti. L'espoir renaît de toutes parts, et le Honduras est devenu un lieu central qui décidera du présent et de l'avenir de la démocratie, et ce bien au-delà du continent américain. C'est pourquoi, nous ne pouvons pas nous permettre de laisser tomber le Honduras dans les mains sales de dirigeants militaires réactionnaires et putschistes et de prétendus oligarques.

Les mêmes forces obscures ont de nouveau recours à la violence et ourdissent des assassinats et des coups d'État, comme cela a été le cas il y a peu au Venezuela, et plus récemment en Bolivie, en Équateur et au Honduras à présent, cherchent à anéantir cet éveil, cette naissance et cette renaissance de la lutte des peuples, mais elles ne pourront pas empêcher les progrès démocratiques et révolutionnaires qui sont en marche sur notre continent. Elles ne passeront pas, elles ne reviendront pas.

Une étincelle a jailli et se répand progressivement, devenant ainsi l'essence de la paix. Elle avance comme une annonce, comme un message envoyé par la terre, les mers, les rivières, les êtres humains et toutes les formes de vies, un message qui rejette la mort et accueille l'espoir qu'ensemble, peuples et terre, humanité et nature, nous nous affranchirons de ce fléau. Les tyrans, les armées réactionnaires, ceux qui ont vendu leur âme au diable ne l'emporteront pas. Au contraire, les peuples autochtones, les travailleurs, les soldats patriotes, les femmes, les intellectuels, les jeunes, tous ceux qui n'avaient pas de voix, voient aujourd'hui leurs cris

portés par la force du vent et sèment les graines de la liberté dans le monde entier.

Il n'est pas anodin que le Président Zelaya ait été renversé parce qu'il voulait consulter son peuple pour ouvrir la voie à la participation populaire, à une nouvelle démocratie dont l'essence est le peuple et qui préconise la justice sociale. C'est ce dont ont peur les oligarchies qui sont prêtes à violer toute les lois et à commettre toutes sortes de crimes pour entraver les processus d'évolution et de changement. Elles pensent pouvoir réussir dans leur entreprise, et elles ont fait maintes tentatives. C'est la raison pour laquelle elles conspirent au Venezuela, en Bolivie, en Équateur et dans de nombreux autres pays de notre continent, c'est également la raison pour laquelle elles sont engagées dans la campagne contre l'héroïque république de Cuba. C'est une conspiration internationale contre les forces du changement.

Nous n'acceptons pas, et nous n'accepterons pas, le coup d'État contre le Président Zelaya. Nous n'accepterons pas d'autre Président. Nous sommes certains que la démocratie inspirée par le peuple, la démocratie participative et responsable, a pris racine au Honduras, et que cette démocratie d'un genre nouveau sortira renforcée de ce processus. Nous espérons que les généraux et les oligarques civils ne s'en prendront pas au le peuple hondurien. Ils pourraient avoir de grandes surprises s'ils le faisaient. Qu'ils ne comptent pas sur l'impunité dont ont profité d'autres dictatures par le passé. Les temps ont changé; ce sont des temps de changement, de renouveau, de transformation, et même des temps de révolution.

Nous sommes pleinement solidaires des manifestations populaires pour la démocratie, la dignité et le retour du Président José Manuel Zelaya, qui ont lieu en ce moment même au Honduras. Le peuple hondurien n'est pas et ne sera pas seul à ce moment crucial de l'histoire.

Nous nous félicitons de l'appui manifesté par de nombreuses organisations internationales ainsi que par des chefs d'État du monde entier et qui condamnent le coup d'État et exigent le retour au pouvoir du Président Zelaya. Nous souhaitons cependant lancer un avertissement car le coup d'État au Honduras n'est pas un événement isolé; une contre-révolution totale est fomentée et dirigée dans le monde contre ces peuples et gouvernements qui agitent les drapeaux de la liberté, de l'autodétermination et de la souveraineté. Il est aujourd'hui nécessaire de construire et de coordonner

un immense front international pour la démocratie et contre le fascisme – qui refait surface ici et là, comme le montrent les récentes élections européennes – contre la violence et pour la paix. Ces tâches sont aujourd'hui essentielles.

M. Heller (Mexique) (*parle en espagnol*) : Dès la première heure, le Gouvernement mexicain a condamné catégoriquement l'arrestation du Président constitutionnel du Honduras et a lancé un appel à toutes les parties concernées pour le rétablissement immédiat de l'état de droit, des institutions et des valeurs démocratiques, ainsi que pour le rétablissement dans ses fonctions du Président Zelaya Rosales.

Je vais maintenant faire la déclaration suivante au nom du Groupe de Rio, qui représente tous les États d'Amérique latine et des Caraïbes.

« Le Groupe de Rio condamne fermement le coup d'État perpétré en République du Honduras, qui a violé l'ordre constitutionnel et démocratique dans ce pays en démettant illégalement de ses fonctions le Président constitutionnel, M. José Manuel Zelaya Rosales.

Le Groupe de Rio condamne également l'usage de la force armée et la détention arbitraire du chef du pouvoir exécutif, qui a été contraint par la force de quitter le Honduras.

Le Groupe de Rio estime que cette rupture de l'ordre constitutionnel est inadmissible et inacceptable et constitue une pratique que les sociétés d'Amérique latine et des Caraïbes ont rejetée de manière catégorique. Le Groupe de Rio réaffirme que l'adhésion aux valeurs et aux principes démocratiques et le strict respect de l'ordre constitutionnel et de l'état de droit doivent l'emporter sur toutes les divergences politiques, quelles qu'elles soient.

Les États membres du Groupe déclarent qu'ils sont entièrement disposés à contribuer au rétablissement immédiat de l'ordre constitutionnel au Honduras. Ils exhortent en outre tous les acteurs politiques de la République du Honduras à s'abstenir de toute violence et demandent que le Président légitime et constitutionnel de la République, José Manuel Zelaya Rosales, soit rétabli immédiatement et sans conditions dans ses fonctions, de même que le reste des autorités légalement constituées. »

Je voudrais ajouter que Patricia Rodas, la Ministre des affaires étrangères du Honduras, est arrivée hier au Mexique, et qu'elle est, en ce moment même, en route pour Managua en compagnie du Président du Mexique, Felipe Calderón Hinojosa, afin de participer à la réunion du Système d'intégration de l'Amérique centrale. Les instances régionales se penchent donc sur la crise hondurienne.

L'Assemblée générale doit absolument tenir compte du fait qu'hier le Conseil permanent de l'Organisation des États américains (OEA) a approuvé une déclaration par laquelle il a décidé premièrement de condamner énergiquement le coup d'État qui s'est produit contre le Gouvernement constitutionnel du Honduras ainsi que la détention arbitraire et l'expulsion du pays du Président constitutionnel Manuel Zelaya Rosales, situation qui a produit une altération inconstitutionnelle de l'ordre démocratique.

Deuxièmement, d'exiger le rétablissement immédiat, sûr et inconditionnel du Président José Manuel Zelaya Rosales dans ses fonctions constitutionnelles.

Troisièmement, de déclarer que ne sera reconnu aucun gouvernement de facto qui sera issu de cette rupture inconstitutionnelle.

Quatrièmement, de charger le Secrétaire général de l'OEA de se rendre d'urgence à la réunion du Système d'intégration centraméricaine organisée à Managua (Nicaragua) et de lui demander aussi de mener, conformément à l'article 20 de la Charte démocratique interaméricaine, toutes les consultations nécessaires auprès des États membres de l'Organisation.

Cinquièmement, de condamner énergiquement tout acte de violence et spécialement, la détention arbitraire dénoncée de la Ministre des affaires étrangères, Patricia Rodas, d'autres membres du cabinet des Ministres, ainsi que du Maire de San Pedro Sula et d'autres personnes affectées; d'exiger que soit respectée leur intégrité physique et qu'ils soient mis en liberté sans délai.

Sixièmement, et élément très important, de convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'OEA qui se tiendra au siège de l'Organisation le mardi 30 juin 2009, pour qu'elle puisse adopter les décisions qu'elle jugera appropriées, conformément à la Charte de l'Organisation des États Américains, au droit international et aux dispositions de la Charte démocratique interaméricaine.

Enfin, le Conseil permanent a décidé de donner pour instructions au Secrétaire général de l'OEA de

transmettre la présente résolution au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

M. Palouš (République tchèque) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne. La Turquie, la Croatie et l'ex-République yougoslave de Macédoine, pays candidats; l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro et la Serbie, pays du processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels; la Norvège, membre de l'Espace économique Européen; ainsi que l'Ukraine, la République de Moldova et l'Arménie, se rallient à la présente déclaration.

Le 28 juin, les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne ont vivement condamné l'action militaire, qui a été dirigée contre le Président Zelaya, démocratiquement élu, et une partie de son cabinet, et menée en violation de l'ordre constitutionnel du Honduras. L'Union européenne demande que tous les représentants du Gouvernement détenus soient immédiatement libérés et invite l'ensemble des parties et institutions concernées à s'abstenir de toute violence et à s'employer à trouver rapidement une solution pacifique à la situation actuelle, conformément à l'ordre constitutionnel en vigueur au Honduras, ainsi qu'aux principes de l'état de droit et de la démocratie.

L'Union européenne souligne qu'il importe de restaurer la constitutionnalité et la stabilité de la situation politique et des conditions de sécurité dans le pays, ainsi que de veiller à ce qu'une élection présidentielle régulière et transparente puisse avoir lieu dans les délais prévus, en novembre 2009. Où que ce soit dans le monde, les règles constitutionnelles et le respect des droits de l'homme sont les pierres angulaires de la gouvernance démocratique.

M. Muñoz (Chili) (*parle en espagnol*) : Ce qui s'est produit hier au Honduras constitue tout simplement un coup d'État et n'a pas besoin d'être détaillé ni expliqué. La présidence en exercice de l'Union des nations de l'Amérique du Sud (UNASUR) a publié la déclaration suivante :

« La présidence en exercice de l'UNASUR condamne vigoureusement la tentative de coup d'État au Honduras et appuie de la manière la plus forte et la plus résolue possible le Gouvernement constitutionnel du Président de la République José Manuel Zelaya. L'UNASUR rejette toute situation entraînant la rupture de l'ordre institutionnel démocratique et de l'état de droit ou mettant en péril la stabilité de la République du Honduras. L'UNASUR condamne

tout particulièrement le kidnapping du Président Zelaya et de ses ministres et l'occupation de bâtiments gouvernementaux par des groupes qui cherchent à déstabiliser la démocratie, et exprime sa détermination à ne reconnaître aucun gouvernement autre que celui qui est légal et légitimement élu. L'UNASUR exige que la démocratie soit restaurée et que le Président José Manuel Zelaya, légitimement élu, soit immédiatement rétabli dans ses fonctions. Enfin, l'UNASUR réaffirme sa conviction que les conflits internes doivent uniquement être réglés dans le cadre des institutions démocratiques et de l'état de droit. »

Pour terminer, dans une déclaration publiée hier, le Gouvernement chilien a condamné énergiquement la tentative de coup d'État menée au Honduras en violation de l'ordre constitutionnel de cette République ainsi qu'en violation flagrante des dispositions de la Charte de l'Organisation des États américains et de ses institutions fondamentales. Le Gouvernement chilien demande que la démocratie soit rétablie et que le Président de la République Jose Manuel Zelaya, légitimement élu par le peuple hondurien, soit immédiatement rétabli dans ses fonctions.

M. Moreno Fernández (Cuba) (*parle en espagnol*) : Nous saluons et appuyons l'organisation à point nommé de la présente séance de l'Assemblée générale afin d'examiner les événements tragiques survenus dans la République du Honduras, pays frère d'Amérique latine et membre prestigieux de cette Organisation.

En ma qualité de Président du Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés, je vais donner lecture de l'ensemble du communiqué que viennent d'adopter les 118 membres du Mouvement sur la situation découlant du coup d'État militaire contre le Président constitutionnel de la République du Honduras.

« Le Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés condamne avec la plus grande fermeté le coup d'État perpétré hier, dimanche 28 juin, tôt dans la matinée, contre le Président élu constitutionnellement de la République du Honduras, pays frère et membre à part entière du Mouvement des pays non alignés.

Le Bureau de coordination rejette catégoriquement cette violation de l'ordre constitutionnel démocratique de la République du Honduras, ainsi que les violences commises

contre le peuple et le Gouvernement légitime de ce pays.

Réaffirmant son attachement aux principes et aux objectifs du Mouvement des pays non alignés, notamment son rejet de tout changement anticonstitutionnel de gouvernement, le Bureau de coordination demande à la communauté internationale de condamner avec fermeté le coup d'État survenu en République du Honduras.

Le Bureau de coordination exprime son soutien inconditionnel au peuple et au Gouvernement constitutionnel de la République du Honduras dans les circonstances actuelles, ainsi que sa solidarité à leur égard, et demande que l'état de droit soit restauré dans ce pays et que le Président Manuel Zelaya, représentant légitime du peuple hondurien, soit rétabli dans ses fonctions immédiatement, et sans condition. »

La position claire du Mouvement des pays non alignés, dont je viens de donner lecture, reflète la condamnation unanime de la part de la communauté internationale du coup d'État au Honduras. D'innombrables gouvernements, organisations internationales et personnalités, dont le Secrétaire général de l'ONU, ont fait entendre leur voix unie et ferme.

Je voudrais à présent poursuivre mon intervention à titre national, au nom du peuple et du Gouvernement de la République de Cuba. Avant toute chose, je tiens à m'associer aux déclarations faites par le représentant du Mexique, au nom du Groupe de Rio, et par le représentant du Venezuela, au nom des pays membres de la Voie bolivarienne pour les peuples d'Amérique latine.

Cuba condamne vivement le coup d'État militaire brutal et criminel survenu dans la République sœur du Honduras et exige le rétablissement immédiat de l'état de droit dans ce pays. En agissant de la même manière que les dictatures latino-américaines les plus cruelles et les plus violentes du passé, les militaires putschistes ont attaqué la résidence du Président Zelaya en profitant de l'obscurité de la nuit et par la force des armes.

Ils ont perpétré ce coup d'État afin de réduire le peuple au silence et empêcher l'important référendum démocratique qui devait avoir lieu dimanche au Honduras. La Ministre des affaires étrangères Patricia Rodas et les ambassadeurs de Cuba, du Nicaragua et du Venezuela ont été séquestrés et maltraités par les militaires putschistes, en violation flagrante du droit international et de la Convention de Vienne sur les

relations diplomatiques. D'autres membres du Gouvernement hondurien constitutionnel et des membres de leurs familles sont persécutés et maltraités.

Les événements tragiques au Honduras nous rappellent des événements similaires survenus trop souvent en Amérique latine. Comment ne pas nous souvenir dans de tels moments des avions et des chars qui, sous le commandement du général Pinochet, ont bombardé, le 11 septembre 1973, le palais présidentiel à Santiago du Chili où est mort en héros le Président Salvador Allende? Comment oublier le coup d'État sanglant contre le Président Jacobo Arbenz au Guatemala? Comment oublier les gouvernements militaires qui, dans les années 70 et 80, ont fait des milliers de morts dans tant de pays d'Amérique latine? Comment ne pas se souvenir de la tentative traître de coup d'État contre le Président Chávez au Venezuela en 2002, qui a été déjoué par le peuple qui était descendu dans la rue?

Cette tentative sournoise de coup d'État est également un coup d'État contre nous tous. C'est un coup porté aux valeurs sacrées que nous défendons au sein de l'Organisation des Nations Unies. Il ne peut rester impuni. On ne peut pas négocier avec les putschistes. Si nous le faisons, nous serions complices et reconnaitrions la légitimité d'un Gouvernement qui a usurpé le pouvoir en ayant recours à la force.

Cuba demande à tous les États, à toutes les organisations internationales et régionales et à tous les autres membres de la communauté internationale de condamner sans équivoque ce coup d'État, de dénoncer ces fausses autorités qui prétendent s'imposer au Honduras et de demander le rétablissement de l'état de droit dans ce pays, et notamment le plein rétablissement immédiat et sans conditions dans ses fonctions du seul représentant légitime du peuple hondurien, le Président Manuel Zelaya.

Cuba et le Honduras ont des histoires indissociables. Lors de la période d'insurrection à Cuba au XIX^e siècle, le Honduras a servi de refuge à de nombreux indépendantistes expulsés de notre patrie pour avoir conspiré contre le pouvoir colonial. En temps de crise, Cuba a toujours apporté son soutien et sa solidarité au peuple hondurien, y compris lorsqu'il n'y avait pas de relations diplomatiques entre nos gouvernements.

José Martí, l'apôtre de l'indépendance cubaine, a dit à juste titre que le Honduras était un peuple généreux dans lequel il faut avoir foi. Cuba a par conséquent pleinement foi dans le peuple hondurien. Ceux qui cherchent à promouvoir la haine et la violence ne

viendront jamais à bout de la volonté d'un peuple humble mais courageux qui, depuis le temps du cacique rebelle Lempira et en suivant l'exemple du patriote Francisco Morazán, a toujours fait preuve d'un esprit indomptable de résistance et de défense de la justice.

On ne peut pas aussi facilement effacer l'histoire. Tôt ou tard, la vérité et la justice resplendiront de nouveau dans la patrie de Morazán. L'Amérique latine a tiré les enseignements du passé et a beaucoup changé. L'époque des dictatures militaires et des gouvernements imposés par la force est révolue à jamais. Notre région ne permettra pas que l'on fasse marche arrière dans sa lutte pour un avenir meilleur pour nos peuples. Le peuple et le Gouvernement constitutionnel honduriens pourront toujours compter sur la solidarité et l'appui inconditionnel de Cuba.

M^{me} Rubiales de Chamorro (Nicaragua) (*parle en espagnol*) : Avant toute chose, nous nous associons aux déclarations prononcées, au nom du Groupe de Rio, de la Voie bolivarienne pour les peuples d'Amérique latine et du Mouvement des pays non alignés.

Nous souhaitons vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cette séance. Je pensais que jamais plus nous ne devrions nous réunir au sujet de l'Amérique centrale, question que nous avons dû aborder dans les années 80 dans cette enceinte même, suite aux actes d'agression perpétrés dans notre région, et en particulier contre notre pays. Je pensais que tous ces événements faisaient partie du passé, mais aujourd'hui nous sommes tous ici pour nous engager à rejeter cette agression et empêcher à l'avenir tout acte d'agression contre le peuple hondurien et contre l'ordre constitutionnel du pays, ou contre l'Amérique centrale.

Hier, à l'aube, la République du Honduras, patrie de Francisco Morazán, héros et personnage éminent de l'indépendance de l'Amérique centrale, a été humiliée, outragée et piétinée par une poignée de militaires honduriens qui ont organisé un coup d'État commandité par une oligarchie hondurienne qui ne comprend toujours pas la réalité nouvelle de nos peuples et refuse d'admettre que le peuple est le seul souverain légitime dans tous les pays du monde. Au peuple frère du Honduras, le Nicaragua voudrait dire que la patrie de Sandino rejette catégoriquement le coup d'État. Nous ne ménagerons aucun effort pour faire en sorte que notre frère, le Président José Manuel Zelaya Rosales, soit rétabli dans ses fonctions, et que soient par conséquent rétablis le droit et l'ordre constitutionnels au Honduras. Nous lançons un appel au peuple hondurien pour qu'armé de son courage

historique, il continue de se mobiliser pacifiquement et empêche que ceux qui ont perpétré ce coup d'État ne deviennent ses bourreaux.

Que les putschistes le sachent, eux qui sont les marionnettes d'une droite d'un autre temps, pour la première fois de son histoire, toute l'Amérique, du Canada à la Terre de Feu, rejette et condamne unanimement dans les termes les plus énergiques le coup d'État perpétré hier. Qu'ils sachent également que l'Assemblée générale exige le respect de l'état de droit et le retour inconditionnel et immédiat du Président Zelalya à Tegucigalpa, lui qui est le seul dirigeant constitutionnel du Honduras. Qu'ils sachent que les dirigeants de la Voie bolivarienne pour les peuples d'Amérique latine (ALBA) sont réunis à Managua depuis hier soir et qu'ils condamnent de manière claire, absolue et incontestable le coup d'État perpétré par les militaires. Qu'ils sachent qu'hier, après le sommet du 2 juin, au cours duquel il a été mis fin à l'infâme exclusion de Cuba, l'Organisation des États américains a également condamné le renversement de l'ordre constitutionnel dans les termes les plus fermes. Qu'ils sachent qu'en ce moment à Managua, capitale du Nicaragua, les dirigeants du Système d'intégration de l'Amérique centrale et du Groupe de Rio, en collaboration avec ceux de l'ALBA, se sont prononcés avec la même conviction inébranlable. Qu'ils sachent que les auteurs du coup d'État ne seront reconnus nulle part en Amérique ou dans le monde. Où qu'ils se cachent, nous les délogerons avec la force de la démocratie et de la solidarité des peuples de Morazán, de Sandino, de Martí, de Bolívar et de San Martín. Qu'ils sachent qu'il n'existe plus, sur notre continent, de républiques bananières où les oligarques peuvent continuer d'exploiter les peuples des Amériques en toute impunité.

L'ironie tragique est que, en piétinant un peuple souverain, en le privant de son droit inaliénable de s'exprimer par la voie d'un référendum, ceux qui ont perpétré le coup d'État disent avoir agi au nom de la démocratie. La logique honteuse utilisée par ces nostalgiques de l'histoire de l'Amérique latine et des Caraïbes est claire. Imaginez la nature rétrograde et fasciste des auteurs du coup d'État, qui se sont rendus coupables de haute trahison parce que leur Président élu démocratiquement a osé, conformément à une loi sur la participation citoyenne, consulter la population à propos d'un référendum éventuel, en novembre prochain. En d'autres termes, les auteurs du coup d'État ont agi parce que le Président de tous les Honduriens avait décidé de demander l'opinion de son peuple concernant l'organisation éventuelle d'un

référendum. Que serait-il arrivé si le Président Zelaya avait organisé directement le référendum? Il aurait probablement été directement envoyé devant un peloton d'exécution au lieu d'être exilé de force.

Qui peut en ce moment parler d'élections au Honduras? Étant donné les conditions dans lesquelles se trouve le peuple hondurien, nous ne pouvons pas parler d'élections. Qui les organiserait? Les militaires putschistes qui ont violé la Constitution? Avant de parler d'élections, nous devons rétablir le gouvernement démocratiquement élu et son Président.

Nous mettons en garde contre tout bain de sang au Honduras, et nous exigeons la libération immédiate et inconditionnelle des disparus et des kidnappés. De même, nous condamnons la violence avec laquelle la Ministre Patricia Rodas a été séquestrée pendant plusieurs heures hier. C'est une femme qui a fait preuve d'un courage extraordinaire au service de la justice et de la lutte solidaire des peuples. Nous dénonçons et condamnons également les enlèvements lâches et violents des ambassadeurs de la République bolivarienne du Venezuela, de Cuba et du Nicaragua, qui accompagnaient la Ministre Rodas. Cette violation flagrante du droit international, et en particulier de la Convention de Vienne, constitue un acte d'agression contre nos pays respectifs, qui ne restera pas impuni.

C'est avant tout la démocratie hondurienne qui a souffert. Aucune loi martiale ni aucun couvre-feu ne pourra étouffer les appels du peuple hondurien à la liberté qui lui a été arrachée. Le peuple, le Président Zelaya et son gouvernement, ainsi que les peuples américains, avec l'appui inconditionnel de la communauté internationale, l'emporteront.

En ces heures tragiques, je voudrais rappeler les paroles de l'hymne qui date de l'époque de notre libération de la dictature Somoza, et dire au peuple hondurien qu'il est le maître de son histoire et l'architecte de sa libération. Je voudrais également rappeler aux militaires auteurs du coup d'État que les enfants de Morazán ne sont pas à vendre, et qu'ils n'abandonneront pas.

Le Président (parle en espagnol) : Je remercie l'Ambassadrice du Nicaragua, représentante valeureuse du peuple et du Gouvernement héroïques de Sandino, pour ses paroles courageuses.

La séance est levée à 13 h 20.